



Coco Ngoy, 42 ans, avec ses enfants, chez elle, à Lubumbashi, en République démocratique du Congo, le 21 juin 2023. Son mari a été licencié après un accident, la plupart des enfants ont dû quitter l'école.

ARLETTE BASHIZI/THE WASHINGTON POST VIA GETTY IMAGES

L'Afrique débordée par sa démographie

DOSSIER

Face à des investisseurs, la démographie ne gagne guère à être présentée comme une potentielle bombe à retardement. Même lorsqu'elle est galopante. « Nous avons la jeunesse la plus importante et la plus dynamique d'Afrique », vantait le président du Nigeria, Bola Tinubu, à Berlin, fin 2023, devant un parterre d'entreprises réunies pour sonder les opportunités de ce pays de quelque 220 millions d'habitants. « Un marché gigantesque », a fait valoir le dirigeant. Riche de promesses pour les uns, excessive pour d'autres, la croissance démographique nigériane est assurément vertigineuse. Chaque année, de 5 à 6 millions de bébés voient le jour au Nigeria, plus que dans toute l'Union européenne (UE). Sa population a déjà été multipliée par cinq depuis son indépendance, en 1960. Et d'ici au milieu du siècle, il devrait détrôner les Etats-Unis pour s'imposer comme le troisième pays le plus peuplé au monde, derrière l'Inde et la Chine.

La trajectoire du géant d'Afrique de l'Ouest résume jusqu'à l'hyperbole les basculements démographiques en cours, sur le continent et au-delà. Alors que la natalité s'effondre dans les pays riches, rien de tel au sud du Sahara. Le taux de fécondité (4,6 enfants par femme en 2021) y est le double de la moyenne mondiale (2,26). Selon une étude parue fin mars dans *The Lancet*, la région devrait compter pour plus de la moitié des naissances vivantes d'ici à la fin du siècle, contre un peu plus d'un quart aujourd'hui. Dès 2050, un humain sur quatre sera africain et même un sur trois parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans, d'après les Nations unies. Un gonflement de population sans précédent, en passe de bouleverser le destin du continent.

LA JEUNESSE, ACTIF DU CONTINENT

« Ce facteur démographique apparaît déjà derrière presque toutes les grandes questions du moment, de la congestion des villes aux difficultés dans la provision d'électricité en passant par la migration », constate le démographe camerounais Parfait Eloundou-Enyegue, professeur de sociologie du développement à l'université Cornell, aux Etats-Unis.

Durant les années où la forte croissance (5 % en moyenne en Afrique subsaharienne entre 2004 et 2014) nourrissait les discours afro-optimistes, la jeunesse était perçue comme l'un des plus beaux actifs du continent. Grâce à elle devait advenir une nouvelle

Le continent le plus jeune du monde est le dernier à entamer sa transition démographique. La population continue de croître à un rythme soutenu, au risque de neutraliser les effets de la croissance

classe de consommateurs, guettée avec convoitise par les grandes multinationales. Las, les crises à répétition (contre-choc pétrolier, pandémie de Covid-19, guerre en Ukraine...), conjuguées aux difficultés chroniques des poids lourds de la région (Nigeria, Afrique du Sud, Angola), ont changé le paradigme.

Depuis une décennie, l'activité progresse moins vite que la démographie. Ce qui signifie qu'en termes réels les ménages africains se sont appauvris. « Pour les investisseurs, il est difficile de capitaliser sur un marché, certes vaste, mais dont les consommateurs sont dotés de très faibles revenus », remarque Charles Robertson, responsable de la stratégie macroéconomique chez FIM Partners. « On estime que la classe moyenne au Nigeria va doubler au cours des cinquante prochaines années. Dans le même temps, en Inde ou aux Philippines, elle va être multipliée par cinq. »

Malgré son extraordinaire « baby-boom », l'Afrique est encore loin d'être surpeuplée.

Au sud du Sahara vivent en moyenne 49 habitants au kilomètre carré, contre 112 au sein de l'UE. La Tanzanie, l'Angola ou la République démocratique du Congo (RDC), trois Etats à la natalité exponentielle, ont une densité bien plus faible que la France ou le Japon. Pour autant, l'envolée des naissances met au défi des Etats aux ressources financières limitées. Comment loger, soigner, éduquer une population qui croît au rythme de 2,5 % par an, trois fois plus vite que la moyenne mondiale ? En RDC, « si l'on voulait scolariser tous les enfants de 5 à 14 ans, cela absorberait plus de la moitié du budget de l'Etat », calcule Jacques Emina, professeur en sciences sociales à l'université de Kinshasa, la capitale congolaise. « On en est loin, et pourtant c'est essentiel ».

La question de l'emploi est au centre des préoccupations. Au cours de la prochaine décennie, l'Afrique fournira la moitié des nouveaux entrants sur le marché du travail glo-

DÈS 2050, UN HUMAIN SUR QUATRE SERA AFRICAIN, ET UN SUR TROIS PARMIS LES JEUNES DE 15 À 24 ANS

bal. Cette projection a un temps laissé penser que le continent tenait là son « dividende démographique ». Un phénomène qui a contribué à l'émergence de l'Asie à la fin du XX^e siècle, lorsque la population active y est devenue nettement supérieure au nombre de personnes à charge. Dans les années 1980, en Chine ou en Corée du Sud, des bataillons de nouveaux travailleurs ont rempli les usines, fabriquant vêtements et appareils électroniques pour le monde entier. Dans la foulée, la productivité a bondi, en même temps que la croissance et le niveau de vie. « On a fait miroiter cet argument du dividende aux gouvernements africains pour les inciter à s'engager en faveur d'une baisse des naissances », rappelle Gilles Pison, conseiller auprès de l'Institut national d'études démographiques. Mais les conditions ne sont pas réunies : la fécondité diminue trop lentement et, surtout, il n'y a pas suffisamment d'emplois de qualité pour occuper les actifs. »

MANQUE DE PERSPECTIVES

De fait, les perspectives manquent dans des économies où dominent l'informel et le secteur agricole. Ainsi en Ouganda, l'un des pays les plus jeunes du continent, 700 000 personnes rejoignent chaque année le marché du travail. Mais, selon la Banque mondiale, seulement une sur cinq trouve un emploi salarié. Pour des légions d'infirmières, de comptables et d'autres profils qualifiés ne reste souvent qu'une seule option : partir. Migrer ailleurs en Afrique ou vers les pays du Nord. Au Nigeria, l'exode massif de la jeunesse a même un nom, *japa*, qui signifie « s'enfuir » en argot yoruba.

L'une des données de l'équation tient au rythme de la transition démographique. L'Afrique est le dernier continent à ne pas être arrivé au bout du processus, et les causes de ce retard posent question. « Il y a tout

« En RDC, plus de 30 % des femmes se marient avant 18 ans »

EN 2050, la République démocratique du Congo (RDC) sera le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique, derrière le Nigeria, et le huitième au niveau mondial, avec une population estimée à 215 millions d'habitants, selon les projections des Nations unies. Jacques Emina, professeur à l'université de Kinshasa, revient sur les implications de cette démographie explosive.

La RDC n'a pas entamé sa transition démographique. Comment l'expliquer ?

Les causes sont multiples et complexes. Il y a d'abord les normes culturelles. La plupart des gens veulent avoir des familles nombreuses, autour de six enfants en moyenne. Cela tient notamment aux croyances religieuses. La Bible, avec son message « soyez féconds », est interprétée

au pied de la lettre. Et puis il n'y a pas de politique sociale efficace pour sécuriser les individus quand vient la retraite, les enfants sont donc perçus comme une assurance-vieillesse. Les femmes qui ont recours à la contraception moderne l'utilisent seulement quand elles s'approchent du nombre d'enfants souhaité.

Un autre facteur est le nombre très élevé de mariages et de maternités précoces. En RDC, plus de 30 % des femmes se marient avant 18 ans. Cela se traduit par un plus grand nombre d'années d'exposition à la procréation. En même temps, il y a une baisse de la mortalité infantile (même si celle-ci demeure importante) et une augmentation de l'espérance de vie. Le résultat, c'est que la population de la RDC va continuer à augmenter jusqu'en 2100.

Mais le pays est très vaste et encore peu densément peuplé...

La RDC est le deuxième plus grand pays d'Afrique, derrière l'Algérie. Mais l'espace n'est pas une raison suffisante pour ne pas s'inquiéter de cette démographie galopante. Il y a déjà beaucoup de conflits fonciers, dans l'Ouest, près de Kinshasa, mais aussi dans l'Est. Par ailleurs, de vastes zones du pays ne sont pas facilement habitables. Les villes, elles, se développent de façon incontrôlée et la RDC risque de perdre 40 % de ses forêts d'ici à 2050.

La croissance démographique va de pair avec une intensification de la pauvreté. Depuis 1960, la population a été multipliée par 7,5 mais le revenu par habitant a été divisé par 2,5. Les accès au logement, à l'eau, à la nourriture ou à l'éducation vont être des défis de plus en plus difficiles à relever.

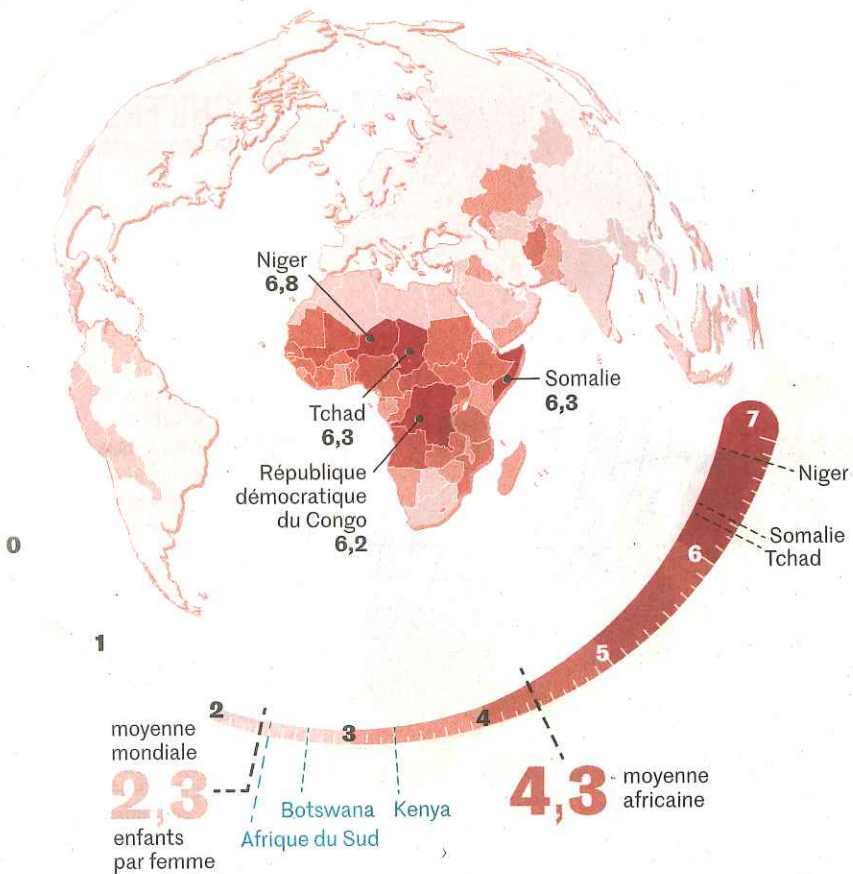
Quelle est la posture du gouvernement sur cet enjeu ?

La RDC n'a pas de véritable politique démographique ni aucune structure dédiée comme il en existe dans d'autres pays africains. La première étape serait d'avoir des chiffres sur la population congolaise et ses différences composantes. Le pays n'a pas conduit de recensement depuis 1984 ! Or, sans statistiques fiables sur les naissances, les décès, les migrations, il est impossible de faire une bonne planification. Comment savoir de combien d'écoles, de maternités, d'emplois, un territoire donné a besoin si l'on ignore qui habite où ? Pour que la population puisse devenir un levier de développement, il faut d'abord mieux la connaître. ■

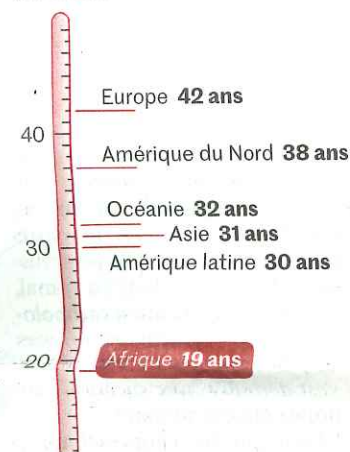
PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE DE VERGÈS

Un bébé sur quatre, dans le monde, naît en Afrique subsaharienne

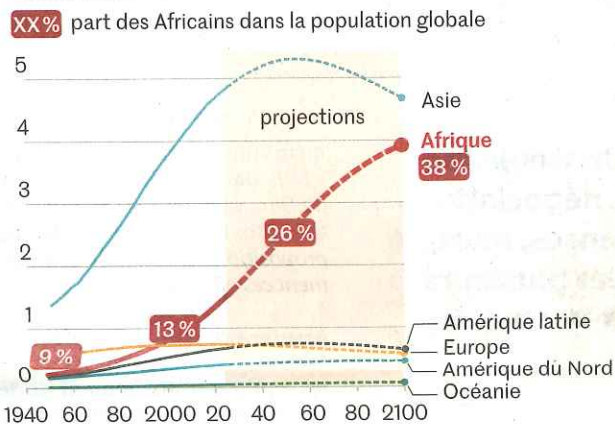
Nombre d'enfants par femme en 2021



Age médian de la population par continent en 2021



Evolution de la population par continent en milliards d'habitants



de même une grande diversité de trajectoires selon les pays, insiste Patrick Gerland, le chef du département des projections démographiques des Nations unies. Certains sont déjà à un stade assez avancé, comme en Afrique australe. Mais le mouvement est bien plus lent en Afrique intertropicale. Une Camerounaise continue d'avoir en moyenne 4,4 enfants, une Nigérienne près de 7 !

« L'insécurité économique est un facteur-clé », analyse Pauline Rossi, professeure à l'École polytechnique. Cette économiste spécialisée dans l'étude des choix de fécondité en Afrique subsaharienne souligne notamment le rôle assigné aux plus jeunes pour travailler aux champs, dans les pays où les rendements agricoles sont faibles et les besoins de main-d'œuvre importants. Les familles nombreuses constituent aussi une forme d'assurance-vieillesse en l'absence de véritables filets sociaux. En Namibie, illustre-t-elle, la mise en place d'un système de retraite dans les années 1990 a été aussitôt suivie d'une baisse de la natalité.

« C'est en général quand on devient plus riche que l'on fait moins d'enfants, plutôt que l'inverse », assure M^{me} Rossi. En particulier du point de vue des femmes : tant qu'elles sont marginalisées – dans le code de la famille, les droits de propriété, la participation à la vie économique –, comme c'est encore le cas dans de nombreux pays du continent, « elles cherchent à se protéger avec un grand nombre d'enfants ».

QUALITÉ MÉDIOCRE DE L'ENSEIGNEMENT

L'éducation des jeunes filles apparaît d'ailleurs comme un levier essentiel. Au Kenya, une femme n'ayant jamais été scolarisée a en moyenne plus de 6 enfants, contre 3,9 si elle a fréquenté l'école primaire et seulement 2,8 lorsqu'elle a poursuivi des études supérieures. La bonne nouvelle est que les bancs de l'école accueillent plus d'élèves que jamais auparavant. Dans la région subsaharienne, le taux de scolarisation brut en primaire approche désormais 100 %. Moins réjouissants sont le niveau toujours élevé des décrochages scolaires et la qualité médiocre de l'enseignement. En Afrique de l'Ouest, huit enfants sur dix ne savent pas lire un texte simple à l'âge de 10 ans.

« Sortir les filles de la maison pour les mettre à l'école, même quelques années, a un effet sur la fécondité : cela leur ouvre plus de perspectives et les rend moins exposées aux ma-

riages précoces, résume Anne Goujon, démographe à l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, en Autriche. Mais ce n'est pas forcément suffisant pour qu'une réelle transformation ait lieu. Une femme éduquée doit ensuite pouvoir trouver un débouché sur le marché du travail, comme on a pu l'observer en Asie. En Afrique subsaharienne, c'est plus compliqué. »

La transition démographique y est cependant bel et bien engagée. Depuis l'an 2000, la mortalité infantile a été divisée par deux, une tendance qui précède généralement la baisse de la natalité. L'urbanisation s'annonce aussi comme un paramètre déterminant sur un continent où le nombre de citadins double tous les vingt ans. Cette folle croissance est le reflet de la démographie. Mais le basculement de sociétés rurales vers une Afrique à majorité urbaine pourrait, à son tour, catalyser le changement. Parce qu'en ville les logements sont plus petits, les niveaux d'instruction plus élevés, les emplois plus nombreux, on y fait généralement moins d'enfants.

A Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, le taux de fécondité est inférieur à 2 enfants par femme, contre une moyenne nationale

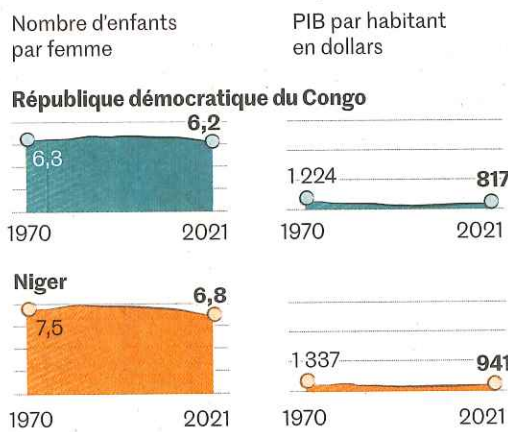
Une pénurie grandissante de logements

CHAQUE ANNÉE, Nairobi gonfle à un rythme effréné. Depuis l'an 2000, la population de la capitale kényane a plus que doublé, passant de 2,1 millions à 5,5 millions de personnes. Une croissance qui met la ville sous pression et se traduit par une sévère pénurie de logements : 2 millions d'unités manquent pour répondre aux besoins et plus de la moitié des habitants vit dans des quartiers précaires, comme l'immense bidonville de Kibera.

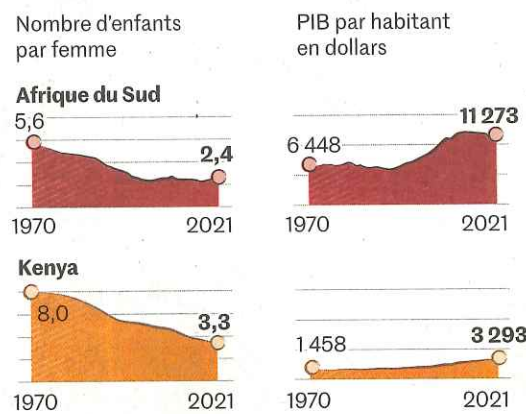
Pour tenter de résoudre cette équation intenable et financer plus d'habitations à prix modérés, une loi a été promulguée en mars, instaurant un prélèvement de 1,5 % sur les salaires de tous les Kényans. Grâce à cette housing levy (« taxe d'habitation »), le chef de l'Etat, William Ruto, s'est engagé à construire 200 000 logements chaque année. Mais la mesure est très impopulaire. Les sceptiques rappellent que,

Des taux de fécondité élevés qui pèsent sur la croissance

Deux pays à la fertilité très importante



Deux pays à la fertilité en nette baisse



8 femmes sur 10

n'avaient pas accès à la contraception en Afrique centrale et de l'Ouest en 2022. Elles n'étaient que 3 sur 10 dans ce cas dans le monde.

« ON ENTEND ENCORE DES DISCOURS PRONATALISTES, QUI JOUENT SUR LA FIBRE SOUVERAINISTE ET UNE CERTAINE VISION DE L'AFRIQUE FIÈRE ET AUTHENTIQUE »

PARFAIT ELOUNDOU-ENYEGUE démographe et professeur de sociologie camerounais

de 4. Du reste, l'Éthiopie fait partie de ces pays, comme le Rwanda, ayant choisi d'instaurer une politique active de limitation des naissances. Le taux d'accès à la contraception a été multiplié par dix en trente ans pour atteindre 40 %.

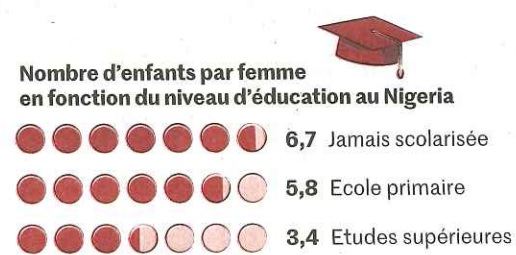
ALLÉGER LES TENSIONS SUR L'ÉCOLE

A l'échelle du continent, le sujet demeure malgré tout délicat, voire tabou. Gouvernements et leaders religieux s'agacent des recommandations des bailleurs de fonds en faveur du planning familial, perçues comme une forme d'ingérence. « On entend encore des discours pronatalistes, qui jouent sur la fibre souverainiste et une certaine vision de l'Afrique fière et authentique, confirme le professeur Eloundou-Enyegue. Mais les attitudes évoluent, il y a plus d'ouverture des dirigeants face à cet enjeu. »

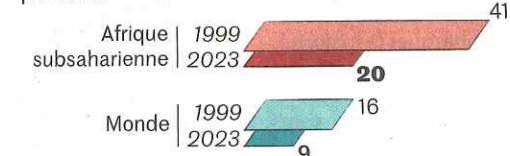
En Tanzanie, l'ex-président John Magufuli, mort en 2021, priait les femmes de « libérer leurs ovaires », car, « lorsque la population est nombreuse, l'économie se développe ». A contrario, sa successeur, Samia Suluhu Hassan, exhorte ses concitoyennes à espacer les grossesses pour alléger les tensions sur l'école et le système de soin.

L'éducation, un levier potentiel de la transition démographique

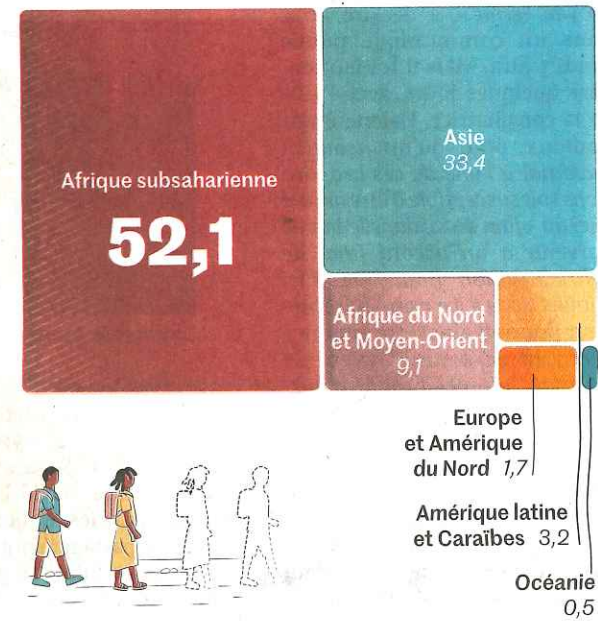
Les femmes qui ont fait des études supérieures font en moyenne deux fois moins d'enfants que celles n'étant jamais allées à l'école en Afrique subsaharienne



Encore un enfant sur cinq ne va pas à l'école primaire en Afrique subsaharienne... part en %



... et ils représentent plus de la moitié des enfants n'allant pas à l'école dans le monde, en %



Infographie Le Monde : Simon Demarcq et Benjamin Martinez Sources : ONU ; Our World in Data ; The Lancet ; IHME ; FMI ; Bolt and van Zanden, Maddison Project Database 2023 ; The DHS Program ; Unesco

Le Monde Afrique

Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

bitants, compte 6 200 prêts hypothécaires en cours ; en Côte d'Ivoire, on en dénombre à peine 700...

« Il faut repenser complètement les politiques de logement, non seulement pour mieux répondre à la demande mais aussi pour créer de l'emploi », fait valoir Oumar Sylla. De fait, selon l'ONU, 70 % des bâtiments dont les citadins africains auront besoin d'ici à 2040 restent à construire. Le secteur, s'il parvient enfin à décoller, pourrait se transformer en véritable moteur de croissance. Au Kenya, William Ruto affirme que la nouvelle taxe immobilière permettra la création de 600 000 nouveaux emplois. La bonne nouvelle, selon M. Sylla, est que le sujet figure désormais parmi les priorités de la plupart des gouvernements de la région : « Cinq pays sur sept se sont fixé l'objectif d'améliorer la situation. »

M. D. V.